

Mlle MacDonald: Ils le sont pour s'être ligüés avec le parti libéral en vue de défaire le gouvernement précédent et présenter des programmes qui ont fait monter le taux de chômage à un niveau jamais atteint depuis l'époque de la dépression.

Je voudrais attirer l'attention des députés sur la motion dont nous devons débattre actuellement:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour la mauvaise administration économique qui a causé directement la perte de 300,000 emplois depuis août 1981 et provoqué une crise pour les étudiants à la recherche d'un emploi d'été ou permanent . . .

● (2030)

Je répète cette dernière partie:

. . . provoqué une crise pour les étudiants à la recherche d'un emploi d'été ou permanent . . .

Nous tenons aujourd'hui ce débat parce qu'il existe une crise au Canada. Celle-ci tient au fait qu'environ 475,000 jeunes Canadiens âgés de 16 à 24 ans se trouvent sans emploi. De ce nombre, près de 200,000 étudiants tout juste sortis des écoles et des universités ne parviennent pas actuellement à trouver du travail.

Il s'en trouve dans tous les coins du pays: dans les villages, dans les villes, petites et grandes, de ce pays riche en promesses mais qui n'a rien à leur offrir cet été. Ils ne trouvent pas de travail. Ils sont à l'école secondaire, au collège ou à l'université et ils veulent travailler pendant leurs vacances afin de poursuivre leurs études à l'automne. Ils cherchent un emploi d'été ou bien, s'ils ont terminé leurs études, un poste permanent. Mais ils ne trouvent ni l'un ni l'autre.

En comptant ces 200,000 étudiants sans emploi cet été, il y a en tout 475,000 jeunes en chômage. S'ils devaient tous se rassembler en un seul lieu, pour former un seul groupe massif, je suis sûr que même le gouvernement reconnaîtrait alors l'ampleur de la crise actuelle. Peut-être alors se montrerait-il plus réceptif qu'il ne l'a été jusqu'ici dans ce débat. Il ne s'agit pas uniquement de régler la situation problématique dans laquelle se retrouveront cet été nos étudiants, mais également d'amortir le coup dur qu'on portera au développement de notre société si ces jeunes ne réussissent pas à poursuivre leurs études cet automne.

C'est à dessin que j'ai parlé de «crise». L'expression est d'ailleurs employée dans la motion. Voilà à quoi se résume le chômage étudiant en l'été 1982. Cette crise est pire que celle de l'année dernière ou de l'année précédente. Les perspectives d'emploi pour les jeunes Canadiens n'ont jamais été aussi piètres de toute l'histoire du pays. Et ce n'est pas une exagération. Malheureusement, c'est un fait.

Le débat d'aujourd'hui devrait nous permettre de retracer les causes de la crise actuelle et de trouver des solutions que l'on pourrait éventuellement appliquer en cette époque tardive qu'est le printemps 1982, pour améliorer le sort de nos étudiants dans les prochains mois. Comme l'ont déjà fait valoir bon nombre de mes collègues, l'acuité du taux de chômage à l'heure actuelle est la conséquence directe de l'incertitude et de l'instabilité économiques qui frappent le Canada aujourd'hui. Ce sont les programmes politiques du gouvernement qui sont à

Les subsides

l'origine de cette incertitude et de cette inquiétude. Voilà pourquoi les investisseurs ne croient plus à l'expansion économique. La confiance a disparu; toute créativité a été étouffée; en conséquence, on ne crée plus d'emplois.

Un certain nombre de députés libéraux commencent à reconnaître que les programmes politiques mis de l'avant par leur gouvernement, par exemple le Programme énergétique national, le budget et la politique des taux d'intérêt élevés, ne sont pas un succès, loin de là.

Les mesures politiques appliquées par le gouvernement fédéral, qu'elles découlent du budget, de la politique de cherté de l'argent ou du Programme énergétique national, créent du chômage et non pas des emplois. Ce sont ces mesures qui font que nos étudiants se trouveront sans emploi cet été. Heureusement, les députés libéraux de l'arrière-ban commencent à voir clair; mais le cabinet libéral refuse d'en faire autant.

Un peu plus tôt aujourd'hui, j'ai souligné au ministre des Finances (M. MacEachen) que les députés libéraux de l'arrière-ban avaient pris connaissance de données montrant que le taux de chômage allait augmenter dans les mois à venir. On reste surpris de l'apprendre et les députés en question ont dû en rester bouche bée.

J'ai demandé au ministre s'il avait reçu ces données, s'il les avait analysées et si, dans l'affirmative, il avait commencé à élaborer des programmes pour stimuler la création d'emplois. J'ai également voulu savoir s'il avait utilisé ces données pour voir quelle solution on pouvait trouver et s'il pouvait présenter une politique et des programmes permettant de stimuler la création d'emplois.

Je n'attends pas du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) qu'il soit capable de faire tout cela tout seul. Plus que tout autre, il lui faut la collaboration du ministre des Finances. Voilà pourquoi j'ai posé la question à ce dernier. Or, quelle a été sa réponse? Il s'est contenté de refuser de répondre. Il veut s'en tenir à la politique actuelle, même si elle a eu des répercussions néfastes sur la population active de tout le pays.

D'une certaine façon, on peut comparer la main-d'œuvre de ce pays à un soufflet géant qui se déplie et se replie à intervalles réguliers durant l'année. Ce qu'il y a de tragique, c'est qu'il se replie de plus en plus depuis l'été dernier et qu'il ne se déplie plus. Depuis août dernier, 300,000 emplois ont disparu. Non seulement ces emplois ont-ils disparu, mais encore n'y a-t-il pas eu l'expansion saisonnière à laquelle on assiste normalement au printemps et à l'été et qui permet de réduire le chômage, en donnant aux étudiants qui sortent de l'école et de l'université la possibilité de se trouver des emplois.

La politique gouvernementale a entraîné une contraction prolongée de la population active. Des centaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi depuis l'été dernier. Ce sont des emplois permanents qui disparaissent. Les jeunes sortant des écoles, des collèges et des universités à cette époque-ci de l'année doivent se placer en ligne derrière les chômeurs actuels. Ils n'ont malheureusement que peu ou pas de chances de se trouver un emploi cet été, à moins que des mesures spectaculaires ne soient prises dès maintenant par tous les niveaux de gouvernement pour remédier à cette situation critique.